

Bulletin d'histoire politique

Perspectives on History: que nous apprenent les derniers débats ?

À propos de Perspectives on History, vol. 49, no 5, mai 2011

Jean-Philippe Warren



Volume 20, Number 3, Spring 2012

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1056208ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1056208ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
VLB Éditeur

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Warren, J.-P. (2012). Review of [Perspectives on History: que nous apprenent les derniers débats ? À propos de Perspectives on History, vol. 49, no 5, mai 2011]. *Bulletin d'histoire politique*, 20(3), 199–202.

<https://doi.org/10.7202/1056208ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2012

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Perspectives on History: que nous apprennent les derniers débats?

À propos de *Perspectives on History*, vol. 49, n° 5, mai 2011

JEAN-PHILIPPE WARREN
Université Concordia

Le dossier de mai 2011 de la revue *Perspectives on History* était consacré à l'histoire politique actuelle («Political History Today»). Soulignant à quel point l'histoire politique la plus récente s'éloigne de l'étude des grandes guerres, des successions dynastiques, des institutions officielles et des luttes de libération nationale, il s'agissait de saisir les tendances lourdes qui affectent l'évolution du champ depuis quelques années. Que nous apprend ce petit tour d'horizon en forme de bilan?

La première constatation, qui ne surprendra personne, c'est que la domination de l'histoire politique, autrefois à peu près incontestée, a été minée depuis les années 1950 aux États-Unis par l'écllosion et l'essor d'autres champs historiographiques – dont notamment l'histoire sociale, l'histoire intellectuelle, l'histoire des femmes, l'histoire culturelle et l'histoire économique – qui ont remis en doute certains de ses postulats traditionnels. Il est impossible de nier que, principalement à partir des années 1970, l'histoire politique a subi une certaine marginalisation (en grande partie méritée) dans les cercles universitaires. Les jeunes générations d'historiens ont attaqué les praticiens du champ de l'histoire politique pour avoir trop longtemps mis de l'avant une conception institutionnelle, hiérarchique et officielle des grands événements et symboles du passé. Sous l'influence de bouleversements extérieurs (largement politiques, assez ironiquement), l'attention des chercheurs passait de plus en plus des gouvernants et des élites aux expériences locales, souvent hétérogènes et fluctuantes, de la population plus large. Non seulement les études sur les dimensions ethniques, sexuelles et économiques (le fameux «*race, gender, and class*») se sont mises alors à proliférer, mais, comme le résume Julian E. Zelizer, elles ont également migré en dehors du politique *stricto sensu*

vers (principalement) le social, d'abord et, depuis un certain temps, la culture¹. «L'histoire culturelle, constate-t-il, a dépassé l'histoire sociale et est devenue la sous-discipline historique dans laquelle la plupart des recherches doctorales est réalisée².» Après le « tournant du social » (*social turn*), le « tournant de la culture » (*cultural turn*) a redéfini les approches, certes, mais aussi les sujets abordés par la communauté des historiens.

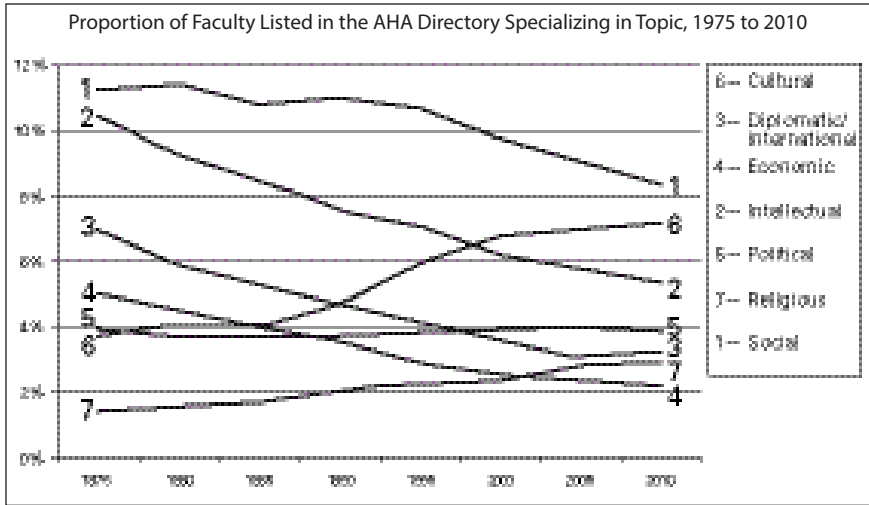
Selon ce qui se dégage du dossier préparé par *Perspectives on History*, la critique de l'histoire politique traditionnelle s'est faite sur deux fronts. En premier lieu, des chercheurs (principalement ceux issus de l'histoire sociale) ont attaqué la faible scientificité de travaux qui exagéraient la puissance d'action des personnages historiques et suivaient outrageusement le récit héroïque proposé par les hérauts de l'histoire nationale (au Québec, on pense immédiatement à Lionel Groulx). En objectivant le discours dominant à partir d'une étude plus fine des déterminismes économiques ou infrastructurels, il s'agissait par conséquent d'en venir à une conception plus réaliste et plus impartiale de la trame du passé.

En deuxième lieu, d'autres chercheurs (principalement issus, pour leur part, de l'histoire culturelle) ont reproché à l'histoire politique traditionnelle de servir les intérêts des classes supérieures en encourageant la reproduction d'un récit de légitimation de l'État et de ses institutions.

L'histoire politique traditionnelle, affirmait Tony Judt en 1979, continue à se développer comme avant, décrivant en détail le comportement des classes dominantes et les transformations ayant eu lieu en leur sein. Divorcée de l'histoire sociale, cette forme d'écriture historique demeure, comme jamais, adaptée à la préservation du *statu quo*; elle se condamne aux activités propres au groupe dominant, des activités d'une nature apparemment rationnelle et auto-justificatrice³.

Trop conservatrice au goût de ceux et celles qui croyaient que «l'histoire est la politique du passé» tout autant que «la politique est l'histoire du présent», l'histoire politique traditionnelle semblait appartenir au règne des «*dead white males*» qu'elle s'attachait trop souvent, justement, à célébrer.

Pour ces deux motifs – manque d'objectivité et marquage politique à droite⁴ –, il semblait, il y a peu, que l'histoire politique était une avenue condamnée, une branche anachronique et folklorique de la discipline historique. Pourtant, à regarder les champs privilégiés par les membres de l'American Historical Association depuis plus d'un quart de siècle, on est surpris de constater à quel point la part de l'histoire politique demeure stable parmi cette communauté universitaire. Comme l'illustre le graphique suivant, reproduit dans l'article de Pillarissetti Sudhir, l'histoire politique maintient sa proportion (autour de 4%) sur toute la période. En revanche, tandis que l'histoire religieuse augmente lentement sa présence et que l'histoire culturelle, après un bond important de 1985 à 2000, continue à croître mais à un rythme beaucoup moins soutenu depuis dix ans,



Source : Pillarisetti Sudhir, « Political History Today: Plural Perspectives on a Protean Creature », *Perspectives on History*, mai 2011. Le graphique est basé sur une simple compilation, pour les années indiquées, des professeurs listés dans le répertoire des départements d'histoire, des organismes à vocation historique et des historiens de l'AHA.

l'histoire sociale, intellectuelle, économique et diplomatique ont subi un déclin significatif.

Cette apparente stabilité de l'histoire politique s'explique sans doute par la résurgence des thématiques proches de l'histoire politique au même moment où l'histoire politique traditionnelle agonisait. En effet, en s'éloignant des questions liées aux élections générales, aux élites politiques et aux hauts faits d'arme des guerres nationales pour explorer les questions du pouvoir, des représentations ou de l'identité, l'historiographie récente ne rompait pas avec l'histoire politique mais renouait au contraire avec celle-ci en s'attachant à des thèmes plus globaux, comme ceux de la démocratie, de la construction de l'État, de la souveraineté, de la citoyenneté, de la loi ou de la nation. C'est en ce sens que l'on peut endosser les propos de Steven Pincus et William Novak, quand ceux-ci déclarent :

Ce que nous appelons de nos vœux n'est pas un retour à une histoire politique des élites produite en vase clos. La dernière génération issue de l'histoire sociale et culturelle a victorieusement « coupé la tête du roi », et l'histoire émergente du politique refuse d'être confinée aux objets conventionnels des élections charnières, des politiciens médiatiques et des événements officiels. L'histoire politique que nous souhaitons voir advenir dans les travaux des historiens de la prochaine génération est précisément un lieu d'interaction et d'interconnexion constantes entre l'État et la société – un lieu où les questions d'identité nationale et d'appartenance, de participation démocratique et d'exclusion, de state-building et de résistance à l'État, de discrimination et de protection égale pour tous, ainsi que de visions rivales de la « bonne vie » sont incessamment placées dans la mire, débattues et souvent l'objet de résolutions coercitives. Le politique

n'existe pas de manière indépendante, à l'extérieur de la société – mais constitue un espace d'interactions sociopolitiques et de conflits presque continuels⁵.

Dans ce projet de renouvellement – déjà bien amorcé – de l'historiographie, les échanges avec d'autres milieux et d'autres disciplines sont plus que jamais nécessaires. Les divisions importantes qui structurent l'historiographie au XX^e siècle n'ont jamais empêché une forte interdisciplinarité, mais on peut quand même soutenir que l'histoire politique représente, à son niveau, une sorte de modèle de ce qui peut être accompli par un dialogue fécond entre des praticiens rattachés à d'autres domaines de spécialisation. L'histoire des femmes, par exemple, a énormément contribué à faire avancer l'histoire politique. Comment croire que les études réalisées sur les suffragettes, sur la seconde vague du féminisme, sur les luttes pour les droits des femmes ou sur la commercialisation du corps, comment croire, disons-nous, que ces études n'ont pas eu un impact direct et significatif sur la manière d'aborder le rôle de l'État ou les rapports de pouvoir en société? Kareen Offen a raison d'affirmer, en ce sens, que l'histoire des femmes est *en soi* une histoire politique⁶. Bien d'autres exemples pourraient être énumérés de ce constant chevauchement des analyses et de cette perméabilité des hypothèses formulées par des chercheurs apparemment fort éloignés.

Ce que démontre le numéro spécial de *Perspectives on History*, c'est que l'histoire politique est loin d'être morte ou dépassée. Depuis vingt ans, elle a su se renouveler, incorporer des avancées venues de ceux et celles qui abordaient des sujets nouveaux sous des angles différents, redéfinir ses horizons épistémologiques et, en général, reconnaître les limites de ses positions théoriques traditionnelles. Elle offre désormais d'elle-même un visage diversifié, à la fois rigoureux et critique, qui n'a rien à envier aux autres champs de l'historiographie universitaire qui songent de moins en moins, d'ailleurs, à lui contester sa place et sa pertinence.

Notes et références

1. Julian E. Zelizer, « The Interdisciplinarity of Political History », *Perspectives on History*, mai 2011.
2. Steven Pincus et William Novak, « Political History after the Cultural Turn », *Perspectives on History*, mai 2011.
3. Tony Judt, « A Clown in Regal Purple: Social History and the Historians », *History Workshop Journal*, printemps 1979, p. 66-94. Notre traduction.
4. N'est-il pas paradoxal que l'histoire politique se soit retrouvée dans le feu croisé d'une histoire culturelle qui reprochait à l'histoire sociale d'être réifiante et d'une histoire sociale qui trouvait l'autre trop relativiste?
5. Steven Pincus et William Novak, « Political History after the Cultural Turn ». Notre traduction.
6. Kareen Offen, « The History of Feminism Is Political History », *Perspectives on History*, mai 2011.